

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

91/08

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UN DISCOURS DU
SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES
LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
AU COURS D'UN DÉJEUNER OFFERT PAR
LE CLUB ROTARY D'OTTAWA AU CHÂTEAU LAURIER**

**Ottawa (Ontario)
Le 4 février 1991**

Il y a un an, le monde se réjouissait de sa bonne fortune. Tout indiquait qu'une page de l'Histoire avait été tournée, que nous étions sur la voie d'une nouvelle période de paix et de compréhension mutuelle. Le mur de Berlin s'était écroulé. Un dramaturge devenait chef d'État. Au Nicaragua, comme presque partout ailleurs en Amérique latine et en Europe centrale et de l'Est, la démocratie prenait le dessus. Le modèle économique marxiste était presque unanimement rejeté, les vieilles divisions avaient disparu, des adversaires d'antan commençaient à travailler ensemble.

Le monde évolue cependant et, aujourd'hui, l'horizon s'est assombri.

Il y a une guerre dans le golfe Persique.

L'indépendance des États baltes, pire, les assises mêmes de la perestroïka semblent être remises en question.

L'image percutante des étudiants chinois et des chars à la place Tien Anmen hante la foi de l'Occident en l'avenir.

Même dans notre pays, où nous nous vantons de notre respect et de notre tolérance envers les autres, des enfants musulmans et des enfants juifs doivent aller à l'école accompagnés d'une escorte -- des enfants sont victimes d'une attitude haineuse à leur égard; et les familles du personnel militaire sont la cible d'appels malveillants.

En fait, le monde se trouve dans une situation bien meilleure qu'il ne l'était à l'époque où le Rideau de fer divisait l'Europe, où Nelson Mandela était en prison et où les Nations Unies n'arrivaient pas à traduire les paroles en actes.

Toutefois, on est encore loin de la perfection, et les Canadiens ont bien vu au cours des six derniers mois que nous ne pouvons pas changer le monde en assistant passivement au cours des événements, aussi louables nos intentions puissent-elles être.

Des enfants arabes et des enfants juifs sont offensés parmi nous, dans notre ville, dans notre pays, et ce n'est que par l'exemple que nous montrons à nos familles et à nos voisins que nous pourrions mettre un terme à de tels agissements.

Le Canada fait sien le principe qu'il faut arrêter toute agression, principe qu'il a honoré durant les deux guerres mondiales, en Corée, en s'engageant dans plus de missions de maintien de la paix que tout autre pays, et dans l'orientation qu'il a toujours donnée à sa politique étrangère en cherchant à créer des institutions internationales et à étendre l'ordre international, des Nations Unies à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), à l'Organisation du

Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), au Commonwealth, à la Francophonie et à des traités internationaux d'une envergure que seuls délimitent les océans et la couche d'ozone.

Le pouvoir de faire appliquer les résolutions des Nations Unies, en employant des moyens militaires si c'est nécessaire, est un concept canadien fermement appuyé par tous les Canadiens qui ont participé à la constitution de la Charte des Nations Unies.

La Guerre froide avait figé le monde dans des attitudes aussi peu constructives que malsaines. Tout intimidés que nous étions devant l'influence démesurée des superpuissances, nous ne comptons que trop souvent sur leur influence. Maintenant que les superpuissances ont jeté du lest, d'autres pays et d'autres peuples doivent accepter une part accrue de responsabilités. Se contenter de dire aux autres ce que pense le ministre des Affaires extérieures du Canada, ce n'est pas faire notre part des choses. La vraie responsabilité, c'est de décider ce que le Canada fera réellement, quel prix nous sommes prêts à payer.

Il est tentant de ne pas aller au-delà de la tradition humanitaire de notre pays, qui nous commande de prendre soin des blessés victimes de conflits. Mais alors, le Canada serait un auxiliaire médical généraliste que seuls les symptômes d'un conflit intéressent, et non ses causes et ses remèdes; nous n'aurions pas d'opinion sur les valeurs qui s'affrontent; et nous ne saurions, par exemple, distinguer entre l'agresseur et sa victime.

Toutes les guerres sont d'une ressemblance monotone. Les bombes et les balles se conjuguent à la propagande et à la souffrance des civils et des soldats. Les guerres sont toujours destructives, et rarement constructives. Dans de telles circonstances, il est difficile d'établir des distinctions. Il y a toutefois des différences, et le conflit du Golfe témoigne de profonds changements dans le système international, de changements qui constituent les fondements de l'espoir pour le monde une fois que la guerre sera finie.

J'entends par ces différences notamment le principe au nom duquel les pays membres des Nations Unies sont maintenant engagés dans une guerre. Les guerres du passé se faisaient au nom d'une idéologie, de l'ambition ou de l'honneur. Guidées par des raisons d'intérêt national, elles n'ont pas semé les ingrédients de la paix.

Dans ce contexte, il importe de bien distinguer les raisons qui sont étrangères à la guerre du Golfe.

Le pétrole, par exemple, n'est pas une raison de cette guerre. Certes, Saddam a tenu compte du pétrole en planifiant

son agression. Et son agression a eu un impact sur les prix pétroliers, ce qui a mis les pays en développement et les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est au bord du précipice. De même, l'idée de voir 40 p. 100 des gisements pétroliers du monde entre les mains de Saddam Hussein n'est de nature à rassurer personne. Ainsi, le pétrole est un facteur, mais il n'est pas le principe en soi. Les forces armées de vingt-huit nations représentant tous les continents, dont certaines exportent et d'autres importent du pétrole, ne se trouvent pas dans le Golfe pour contrôler le prix de l'essence à la pompe.

Ce conflit ne concerne pas non plus la défense de la démocratie. Le Koweït, État semi-féodal, commençait à peine à s'orienter vers un régime démocratique. Son régime de gouvernement n'en a pas été un que nous choisirions nous-mêmes. Mais la protection contre l'agression ne peut jamais être le privilège de ceux qui ont la chance de vivre dans des démocraties. La Charte des Nations Unies est un document de portée et d'application universelles. Et donc impartial.

Et ce conflit ne concerne pas les objectifs d'une superpuissance.

La Chambre des communes inspire de bizarres accusations. J'en ai reçu ma part, et j'en ai même porté quelques-unes moi-même. Mais l'un des échanges les plus animés à la Chambre s'est produit lorsqu'un député de l'Opposition a appelé le Canada «le petit chien des superpuissances» - au pluriel - parce que nous avions appuyé les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Ce qui laissait entendre que Moscou, Washington, Beijing, Londres et Paris avaient porté un jugement indépendant et que nous nous étions sentis obligés d'emboîter le pas.

Et puisque la plupart des résolutions du Conseil de sécurité avaient été adoptées à l'unanimité, cela supposait que la Finlande, la Colombie, le Zaïre, la Malaisie et les autres pays qui, comme nous, n'étaient pas des membres permanents du Conseil de sécurité n'avaient pas non plus porté de jugement indépendant lorsque ces résolutions avaient été débattues, amendées et - après des compromis souvent difficiles - finalement adoptées.

La logique de ces accusations suppose aussi que les 28 pays qui ont des forces dans le Golfe - les 28 membres de la Coalition - ont suspendu eux aussi leur jugement pour faire plaisir aux superpuissances. Je parle de pays comme la Tchécoslovaquie, l'Australie et l'Argentine.

Cette accusation est absurde, mais elle est aussi dangereuse parce qu'elle propose une fausse justification pour

rejeter l'autorité du seul organisme responsable de la paix dans le monde, une autorité que nous cherchons à renforcer depuis des décennies.

Le monde a connu trop longtemps une ONU qui ne voulait pas décider, et qui ne pouvait donc agir. Nous avons vécu cette expérience avec la crise de Berlin, la prise de la Chine continentale, la crise des missiles à Cuba, l'invasion de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de l'Afghanistan par les Soviétiques et les cinq guerres au Moyen-Orient. Des dizaines de milliers de vies ont été perdues et des millions d'humains ont vu leur avenir gâché à cause d'une ONU qui ne fonctionnait pas.

Les Canadiens ne sont pas habitués à la guerre. Les conflits que l'ONU n'a pu régler ne se sont pas produits ici. Nous n'avons pas fait la guerre depuis plus de quarante ans. En temps de conflit, il y a toujours des vues divergentes sur qui a raison et qui a tort - des vues divergentes que nous devons respecter comme partie intégrante de notre démocratie. Mais le débat devrait aussi s'intéresser à ce qui arriverait si les membres de l'Organisation des Nations Unies n'appuyaient pas les résolutions solennelles du Conseil de sécurité.

Ce n'est pas une guerre menée pour protéger des intérêts nationaux restreints. C'est une guerre menée pour défendre un grand principe. C'est là une profonde différence par rapport au passé. Ce conflit touche le principe voulant que l'agression sans provocation ait cessé d'être acceptable comme instrument de poursuite des ambitions nationales. Ce conflit touche l'édification d'un ordre international où ce principe n'est pas simplement énoncé puis oublié, mais plutôt appliqué puis maintenu. Ce conflit vise à faire de l'ONU le grand instrument de cet ordre. Ce conflit ne concerne pas la guerre qui fait actuellement rage, mais la paix qui suivra.

Les vieilles idées et les vieilles réalités ont la vie dure. Nos vieux points de vue n'ont pas suivi la nouvelle réalité. C'est pourquoi nous refusons de reconnaître le changement et les possibilités qu'il offre.

Nous le voyons maintenant dans certaines attitudes à l'égard des Nations Unies. Parce que nous sommes habitués à une ONU qui parle et parle sans cesse, certains trouvent étrange que cette Organisation puisse aussi agir. Cette attitude reflète une vieille réalité qui n'est plus valable. Pendant des décennies, l'ONU n'a pu agir - et a donc dû se contenter de parler - parce que ses membres ne croyaient pas en une institution qu'ils avaient eux-mêmes créée après la Seconde Guerre mondiale. La Guerre froide a paralysé l'ONU et transformé ce qui aurait pu être un creuset de paix en une tribune de sémantique. L'ONU a été ignorée et affaiblie par les grandes puissances, qui ont décidé d'agir comme l'ont toujours fait les grandes puissances -

c'est-à-dire unilatéralement et souvent par la force. Confrontée à l'agression, l'ONU n'a pu faire mieux que de développer la pratique du maintien de la paix, une pratique qui n'a ni empêché ni réglé les conflits mais uniquement permis de ramasser les morceaux après le dégât. L'ONU est devenue un moyen de vérifier l'agression perpétrée, non un moyen de l'éviter.

Certains en sont venus à considérer l'ONU comme synonyme de maintien de la paix, comme si l'Organisation ne devait pas tenter de faire mieux. Ils voient l'ONU comme un endroit où on parle de la paix sans la faire, comme une institution où les flatteries remplacent les réalisations concrètes. Mais ce n'est pas ce que la Charte prévoit. Ce n'est pas non plus ce que ses auteurs voulaient. Ils voulaient un moyen d'action, une tribune où les pays du monde pourraient se rassembler pour rechercher la paix et, si cette recherche échouait, pour faire la paix. Les architectes de l'ONU en avaient assez des belles paroles; ils en avaient assez des bains de sang provoqués par l'agression non découragée; ils en avaient assez des organisations internationales qui sanctionnaient l'inaction.

La fin de la Guerre froide a libéré l'ONU des divisions qui l'empêchaient de réaliser ses objectifs. Nous avons maintenant une ONU qui peut agir comme il était prévu, une ONU qui peut être un rayon d'espoir plutôt qu'un facteur de frustration.

C'est là un autre changement que représente la guerre du Golfe. Il y en a d'autres. Il y a la détermination et l'unité sans précédent avec lesquelles le monde a recherché la paix avant de se joindre à cette guerre. Le monde ne s'est pas lancé aveuglément dans ce conflit. Il a donné sa chance à la paix. Cette recherche de la paix a donné lieu à un effort diplomatique sans précédent, un effort mené par des pays du Nord et du Sud, par des pays de l'Est et de l'Ouest, par des pays arabes et non arabes. Cette diplomatie n'a pas été une diplomatie occidentale. Elle a été une diplomatie mondiale. Le Canada a cherché dès le début à consulter d'autres membres de la communauté internationale afin de trouver un moyen pacifique de déloger Saddam Hussein du Koweït.

Le Canada a une position unique dans le monde. Nous sommes l'une des grandes économies du monde développé, et l'un des membres du Sommet économique, mais nous sommes aussi extrêmement actifs et respectés dans le monde en développement en raison de notre programme d'aide et du leadership que nous assurons au sein du Commonwealth et de la Francophonie.

Nous savions que certains messages destinés à Saddam Hussein seraient livrés plus efficacement par des pays en développement et par des leaders islamiques. En septembre, le

Premier ministre a donc proposé au Secrétaire général des Nations Unies qu'une petite délégation de leaders du tiers monde se rende à Bagdad pour exprimer directement à Saddam les terribles souffrances qu'il causait au monde en développement, et aussi aux nations musulmanes. M. Mulroney a ensuite rencontré à Ottawa le Président Diouf du Sénégal; celui-ci a déjà assumé la présidence de l'Organisation de l'unité africaine, préside actuellement les destinées de la Francophonie et deviendra sous peu le président de la Conférence islamique. À la suite de cet entretien, le Président Diouf a constitué une délégation de leaders asiatiques et africains - du Bangladesh, du Mali et du Nigeria - qui devaient se rendre en Iraq. En route pour Bagdad, le Président Diouf a fait escale à Paris. Marc Perron, mon représentant pour l'Afrique et le Moyen-Orient, a été dépêché à Paris pour lui transmettre nos vues finales. Le 5 décembre à 16 heures - heure de Paris - le Président Diouf s'entretenait avec M. Perron dans l'Ambassade du Sénégal lorsqu'on les a informés que Saddam Hussein avait annulé le voyage, disant qu'il souhaitait que ce voyage se fasse après la première rencontre prévue entre son ministre des Affaires étrangères Aziz et le secrétaire d'État Baker. Saddam Hussein n'a pas permis que cette rencontre ait lieu. Ainsi, l'avion qui était prêt à quitter Paris pour Bagdad le lendemain a dû reprendre le chemin du retour.

Mais le Premier ministre n'a pas abandonné pour autant. Il s'est entretenu avec le Président Traore qui a offert d'envoyer son ministre des Affaires étrangères à Bagdad pour voir si un déblocage était possible, puis de venir à Ottawa faire rapport sur sa mission. Saddam Hussein a encore une fois claqué la porte.

Ce n'est là qu'un exemple de la période d'efforts diplomatiques intenses menés par le Canada et d'autres pays pour éviter le conflit. J'ai eu 54 rencontres avec des ministres des Affaires étrangères de toutes les régions du monde pour tenter d'éviter ce conflit.

Nos efforts ont été imités par d'autres initiatives prises un peu partout dans le monde. Cela aussi est un heureux changement qui a démontré que la communauté mondiale préférerait nettement la paix et qu'elle participait fort activement à la recherche de cette paix.

Prétendre que la guerre que nous devons maintenant mener est uniquement une guerre entre deux groupes, deux nations ou deux intérêts restreints contredit les faits. Des grandes puissances y participent, tout comme des pays moins influents. Ce conflit implique des nations du Sud aussi bien que du Nord; des combattants de races, de religions et de nationalités diverses; des combattants chrétiens et musulmans, arabes et non arabes.

Pensez un moment aux 28 membres de la Coalition dans le Golfe. Les États-Unis en font partie. Ils portent d'ailleurs une bonne part du fardeau, et font le plus gros des sacrifices. Mais 27 autres pays ont déployé des milliers de troupes dans la région. Du côté des nations arabes, on compte l'Arabie saoudite, Oman, Qatar, les Émirats arabes unis, Bahreïn, l'Égypte, la Syrie et le Koweït. Il y a aussi des nations musulmanes telles que le Bangladesh et le Pakistan, des nations de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud telles que le Honduras et l'Argentine, et des nations de l'Afrique telles que le Sénégal et le Niger. Enfin, il y a nos alliés occidentaux habituels, à savoir l'Australie, l'Italie, la France, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Turquie, sans oublier nos anciens adversaires de l'Est, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, qui ont envoyé des renforts militaires dans la région.

Dans toute l'histoire de l'humanité, aucun autre conflit n'a suscité un consensus et une solidarité aussi intenses face à une agression.

Certains l'ont comparé à la guerre de Corée, signalant que cette guerre a été menée sous l'égide des Nations Unies. Certes, le drapeau des Nations Unies était hissé, mais sous la direction d'un commandant américain, le général MacArthur, qui était d'ailleurs le seul commandant des forces des Nations Unies.

La guerre de Corée a été menée sous les auspices des Nations Unies, c'est vrai, mais elle a essentiellement mobilisé les troupes des pays occidentaux. Aujourd'hui, par contre, la guerre du Golfe réunit des forces de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'ancien bloc de l'Est. Tous les continents sont présents, ce qui témoigne d'un changement profond.

Le drapeau des Nations Unies est hissé dans le Golfe. Il est symbolisé dans les douze résolutions que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adoptées en vue du retrait de Saddam Hussein du Koweït. Le drapeau des Nations Unies revient également dans la résolution 678 qui, aux termes de l'article 48 de la Charte des Nations Unies, stipule clairement que les membres de l'ONU ont le droit de faire appliquer cette résolution advenant l'échec de la diplomatie. Or, le drapeau canadien actuellement déployé dans le Golfe est le drapeau des Nations Unies; il en est de même pour ceux du Bangladesh, de l'Argentine, du Honduras et de la Tchécoslovaquie. Si nous sommes tous là-bas aujourd'hui, c'est parce que les Nations Unies en ont décidé ainsi.

Les pays du monde se sont donné la main pour accomplir ce que les Nations Unies les ont autorisés à faire, rien de plus, rien de moins. Ce ralliement marque un autre changement par rapport au passé. Il ne s'agit pas d'une guerre où les alliés recherchent une victoire absolue ou la destruction d'une nation

ou de son dirigeant. Il s'agit d'une guerre qui vise à faire respecter un principe et un objectif qui, selon les Nations Unies, sont essentiels au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Cet objectif, c'est de garantir le retrait de Saddam Hussein du Koweït. Le Premier ministre l'a bien fait comprendre, le Prince Fahd de l'Arabie saoudite l'a réitéré, de même que le secrétaire d'État Baker et le ministre des Affaires étrangères Bessmertnykh.

Tous les pays du monde ont fait preuve d'une solidarité sans précédent pour éviter ce conflit. Et c'est dans ce même esprit de solidarité que la Coalition affronte le conflit actuel. Néanmoins, la crise ne s'éteindra pas avec le dernier bruit de canon et la libération du Koweït. Aussi, non seulement devons-nous gagner cette guerre, mais aussi rétablir la paix.

Cette guerre révolutionnera le monde, tout comme ce conflit empreint de changement. Nous devons donc faire en sorte que ce conflit débouche sur un monde meilleur. La tâche ne sera pas mince. Elle sera peut-être aussi ardue que la guerre, mais nous devons l'accomplir, car autrement, l'histoire se répétera dans cette région et les hostilités renaîtront. L'ONU jouit d'une nouvelle crédibilité vu les efforts qu'elle a déployés pour prévenir la guerre et pour faire appliquer ses résolutions. Par contre, elle perdra cette crédibilité si elle ne s'occupe pas des cicatrices que laissera le conflit et qu'elle ne corrige pas les problèmes qui affligent cette région depuis des décennies.

Pour accomplir cette tâche, nous ne ferons pas appel aux forces militaires, mais à la concertation politique. Il faudra oeuvrer sur tous les fronts : du maintien de la paix à l'aide humanitaire, au développement économique, au désarmement, à la limitation du commerce des armes et à un effort sincère en vue de régler une fois pour toutes le conflit israélo-arabe. Dans cet effort, les nations de la région et de l'extérieur devront faire preuve de dévouement, d'innovation et de persévérance. Il faudra également faire des compromis. Mais nous devons réussir, car c'est peut-être la dernière fois que l'occasion se présente.

À cette fin, le Canada est en train d'élaborer une grande stratégie diplomatique. Nous y travaillons de concert avec les membres de la Coalition et nos partenaires aux Nations Unies.

Il y a une foule de problèmes précis à régler. Il faudra donc négocier beaucoup. Mais notre objectif ultime est de mettre un terme à l'hostilité qui sépare des nations fières. Le fait que l'histoire des relations entre les pays arabes et non arabes ait été ponctuée de conflits et de conquêtes constitue l'une des grandes tragédies de l'histoire. Certaines des grandes civilisations du monde, notamment les civilisations européenne,

arabe et juive ont passé plus de temps à assurer leur avenir aux dépens des autres qu'à bâtir ensemble la paix. Le conflit dans le Golfe prouve une fois de plus l'absurdité d'une telle philosophie. Ainsi, les changements qui ont incité le monde à réprimer l'agression perpétrée par l'Iraq doivent également nous amener à rejeter cette philosophie pour toujours. Nous devons bâtir une paix qui n'est pas partielle ou nuisible, une paix qui durera parce qu'elle est juste, parce qu'elle est partagée et parce qu'elle porte fruit. Voilà le travail qui nous attend. Voilà le travail que le Canada se promet d'accomplir.